# République serbe de Bosnie : tensions entre le métropolite de Banja Luka et l'exécutif local

**Description**

Par Stéphan Altasserre (sources : *Slobodna Bosna, Blic, Dnevnik*)

Franjo Komarica, évêque de Banja Luka et président de la Conférence des évêques de Bosnie-Herzégovine, est connu pour avoir, à de multiples reprises, dénoncé le génocide serbe contre les Croates lors de la Guerre de Bosnie (1992-1995). En République serbe de Bosnie (RS), l'entité regroupant principalement des Bosno-serbes, ce discours n'est pas toujours bien perçu, notamment par son président, Milorad Dodik (SNSD, Alliance des sociaux-démocrates indépendants). Ce dernier avait favorisé l'entrée de concitoyens bosno-croates au gouvernement afin de donner le sentiment que cette minorité était associée à la gestion de l'entité et les mots de l'homme d'Église sapent la communication gouvernementale de M.Dodik.

À la veille des fêtes de Pâques, les déclarations du métropolite de Banja Luka à la presse ont relancé les hostilités entre l'exécutif local et le diocèse catholique: en substance, F.Komarica a appelé de ses vœux l'émergence d'une entité croate en Bosnie-Herzégovine, précisant qu'il s'agissait de la meilleure solution pour assurer la protection de cette minorité.

Le territoire de peuplement croate est principalement en Herzégovine, donc en Fédération de Bosnie-Herzégovine et non en RS (où ne sont recensés qu'un peu moins de 13.000 Bosno-croates), mais M.Dodik craint également que le territoire de l'entité qu'il préside ne soit affecté en cas d'émergence d'une nouvelle entité croate dans la région.

C'est pourquoi le Président a fermement condamné les propos de l'évêque, l'accusant d'«*envoyer continuellement des messages négatifs*» et de se montrer ingrat, alors que les autorités de RS avait apporté leur soutien au diocèse catholique pour l'édification de l'église de Petrićevac, ainsi que pour la construction d'un centre gériatrique et d'une école secondaire catholique. Les droits de la minorité croate sont, selon lui, respectés en RS.

Pour mémoire, les déclarations de l'évêque croate interviennent après le communiqué, le 8 mars 2017, de Željana Zovko, représentante bosnienne d'origine bosno-croate, au Parlement européen: elle a alors dénoncé l'absence de pluralité médiatique en Bosnie-Herzégovine et rappelé que les Bosno-croates ne disposent pas encore d'un canal télévisuel diffusant dans leur propre langue, même s'il s'agit d'une des trois principales composantes du pays et de l'État central.

**date créée**
24/04/2017
**Champs de Méta**